

ou selon celui qui subventionne l'autre, ce n'est pas les travailleurs du vêtement, ni ceux qui nettoient les édifices ni les employés de restaurant, mais bien les sociétés pétrolières. La seule raison pratique pour laquelle les sociétés pétrolières continuent à recevoir de tels cadeaux de la part du gouvernement fédéral, qu'il soit libéral ou conservateur, c'est parce que celui-ci peut compter sur leurs dons au moment des élections.

M. Taylor: Combien avez-vous reçu des syndicats ouvriers?

M. Heap: Par exemple, en un an, les principales sociétés ont donné \$388,166 au parti conservateur et \$332,942 au parti libéral.

M. Parker: Elles ménagent la chèvre et le chou.

M. Heap: Bien entendu. Elles ne savent pas lequel gagnera les élections...

M. Guibault: Mais nous savons que ce n'est pas vous.

M. Heap: ... mais elles savent que quel que soit celui qui gagne, il leur donnera l'argent du contribuable. Elles ont essayé de faire la même chose à Spadina l'été dernier, mais tout l'argent des sociétés pétrolières et des banques n'a pas suffi à faire élire Jim Coutts à Spadina, ni l'été dernier, ni à un autre moment.

M. Taylor: Vous avez été élu par une minorité.

M. Heap: Le fait est que les travailleurs canadiens en ont assez de subventionner les banques, les sociétés pétrolières, les conservateurs et les libéraux. De plus en plus de gens se rallient à notre théorie: nous préconisons de ne pas accorder ces 6.5 milliards de dollars aux sociétés pétrolières privées. Si les contribuables canadiens doivent investir cet argent dans l'industrie pétrolière, ils devraient en profiter pour s'emparer de sociétés comme Imperial Oil. Ce serait beaucoup plus avantageux si les grandes sociétés pétrolières canadiennes étaient contrôlées par des représentants élus plutôt que par les représentants de Rockefeller.

Cet argent pourrait servir à remettre l'industrie pétrolière entre les mains des Canadiens, non entre les mains des petits amis des conservateurs ou des libéraux qui sont les principaux actionnaires de Nova, de Dome, d'Imperial et autres sociétés du genre. Nous pourrions alors rendre les recettes à ceux-là même qui ont fourni l'argent, soit les préposés au nettoyage des immeubles, les chauffeurs de taxi, les employés de restaurant, les travailleurs de la construction et les enseignants, à ceux qui ont fourni 6.5 milliards en impôts. Cet argent pourrait servir à maintenir les soins médicaux que le gouvernement veut supprimer, ce que les conservateurs feraient sans doute encore plus vite s'ils en avaient l'occasion. L'argent pourrait aussi servir à l'éducation, que le gouvernement s'acharne encore à détruire comme les conservateurs en Ontario. On pourrait s'en servir pour créer des garderies pour les enfants dont les parents travaillent, besoin toujours croissant, car de plus en plus de familles ont besoin de deux gagne-pain. L'argent pourrait aussi servir à fournir des logements à loyer modique, ce que les grands promoteurs refusent de faire.

Donc, ces 6.5 milliards proviennent des travailleurs ordinaires. C'est en leur nom qu'on devrait les dépenser, non pas au

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

profit des Gallagher, des Rockefeller, des Blair et des parvenus qui veulent faire payer leurs acquisitions par le public. Parce que ce sont des fonds publics, ils devraient être dépensés par l'État pour le plus grand bien de toute la population.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

QUESTIONS À DÉBATTRE

L'Orateur suppléant (M. Blaker): En conformité de l'article 40 du Règlement, je dois informer la chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: le député de Vaudreuil (M. Herbert)—Les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces—Le montant des transferts aux provinces; le député de Grey-Simcoe (M. Mitges)—Les rentes sur l'État—Le rendement pour les acheteurs. b) On demande que le gouvernement rembourse les rentes à faible rendement; le député de Western Arctic (M. Nickerson)—Les pipe-lines—Le retard dans la construction du gazoduc de l'Alaska. b) Les garanties concernant la construction.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR LE PROGRAMME D'ENCOURAGEMENT DU SECTEUR PÉTROLIER

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Lalonde: Que le bill C-104, concernant l'encouragement du secteur pétrolier et la détermination de la participation et du contrôle canadiens et modifiant la loi sur l'examen de l'investissement étranger, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent de la législation énergétique.

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai encore une fois le privilège ou la malchance de prendre la parole après un de mes amis à ma gauche. Nous les qualifions parfois de socialistes, mais le discours que vient de prononcer le député reflétait une philosophie marxiste-léniniste. Il nous a dit que les travailleurs n'ont pas la haute main au Canada et que les opprimés se font exploiter par les libéraux, les conservateurs et les partisans de la libre entreprise. Je n'ai jamais ressenti le besoin de défendre la libre entreprise et le capitalisme éclairé; mais je voudrais demander au député qui vient de dire que les Canadiens commencent à se réveiller et à se rendre compte de toutes les manigances des libéraux et des conservateurs comment il se fait que le vote populaire recueilli par le NPD à Terre-Neuve lors des dernières élections soit tombé de 10 p. 100 à 3.5 p. 100.

M. Kempling: Les électeurs ont ouvert les yeux.